

Les scénarios d'un inévitable passage en force du budget

Le gouvernement semble contraint de recourir au 49.3, voire aux ordonnances, pour faire adopter le budget 2026, souligne *Les Echos*. La séance de négociation qui s'est tenue mardi à Bercy avec les groupes parlementaires a rappelé l'ampleur des écarts de positions. Alors que le RN et LFI n'étaient pas conviés, les écologistes et les communistes ont décliné l'invitation. Sans leur abstention, l'adoption du PLF est impossible. « Ça ne peut passer que par le 49.3 ou les ordonnances », en conclut un parlementaire participant de la réunion. Dans ce contexte, ces 4 h 30 d'une réunion « très constructive », selon Bercy, ont fait office de première répétition aux acteurs clés d'un hypothétique accord de non-censure. **Roland Lescure, Amélie de Montchalin et Laurent Panifous** ont rappelé l'enjeu : ramener le déficit sous la barre des 5 %. Les représentants des groupes parlementaires présents ont rappelé leurs positions « encore assez éloignées », observe un acteur des débats, qui reconnaît « des discussions de bonne tenue et avec un bon esprit ». Selon *Les Echos*, les socialistes auraient demandé 7 milliards d'euros de dépenses en plus. Ils estiment aussi qu'il manque des recettes et réclament davantage de « justice fiscale ». Le caractère respectueux des échanges « ne dessine pas un atterrissage », commente un participant, sceptique. Un autre, plus optimiste, estime le chemin « trouvable » et note « une envie d'avancer et d'aller vite ». Le 49.3 et les ordonnances ont été évoqués. Les socialistes n'y sont pas opposés par principe, mais tenteront de négocier chèrement leur abstention à une motion de censure. (*Les Echos*, p.3)